

Contribution sur l'orientation et le fonctionnement de l'AG des enseignants d'Île-de-France

Cher-e-s camarades, cher-e-s collègues mobilisés,

L'appel rédigé suite à l'AG des enseignants d'Île-de-France du 8 février est un réel point d'appui pour aider les enseignants à se mobiliser. Cependant, il est selon nous très insuffisant : c'est pourquoi nous jugeons utile de relancer la discussion, en vue de la prochaine AG (ce mardi 6 mars à 18 h 30, Bourse du travail) par la présente contribution, où nous abordons d'abord la question de l'orientation, ensuite celle du fonctionnement des AG régionales, pour essayer d'améliorer l'une et l'autre.

I. Sur l'orientation

L'expérience (notamment celle de 2003) montre que *nous ne pourrions pas gagner sans grève nationale jusqu'à l'abrogation du décret de Robien modifiant les décrets de 1950, le retrait du projet de décret sur les EPEP et l'annulation des nouvelles suppressions de postes et d'heures*. Cela signifie (pour répondre aux objections qui ont été opposées à cette formule) que nous ne pouvons ni nous contenter de grèves nationales d'une journée par ci par là, ni de grèves reconductibles dans quelques établissements, ni des « actions » diverses, établissement par établissement, que prône hypocritement la direction du SNES pour mieux s'exonérer de ses propres responsabilités.

Or notre analyse de la situation est que **la construction de la grève jusqu'au retrait est réellement possible à partir de la rentrée** : les collègues du secondaire ont montré, par leur participation massive à la grève et à la manifestation du 18/12, puis du 08/02, qu'ils étaient prêts à se battre contre le décret de Robien ; dans un certain nombre d'établissements de la région parisienne, de Marseille, de Lille, etc., d'autres journées de grèves ont été décidées malgré l'inertie des principales directions syndicales (25/01 en région parisienne, 09/02 ou 13/02 dans certains établissements, 15/02 dans le 93, 16/02 dans l'académie d'Aix-Marseille, 20/02 dans l'académie de Rouen, etc.) ; dans le primaire, la mobilisation, qui a commencé plus tard, s'est développée à un bon rythme depuis fin janvier et permet d'espérer un mouvement conséquent à la rentrée (une « journée d'action » est d'ores et déjà prévue le 14/03)... D'autre part, si le gouvernement sait pouvoir compter sur l'attentisme des principales directions syndicales, **il est peu probable qu'il prenne le risque d'affronter une grève longue qui pourrait pourrir sa sacro-sainte campagne électorale** : les mois de mars-avril semblent donc particulièrement propices pour essayer de construire la grève.

À notre avis, **notre rôle de militants et enseignants mobilisés qui participons à l'AG d'Île-de-France est d'exposer ouvertement à nos collègues toutes ces données du problème**, en fixant clairement l'objectif de la grève nationale jusqu'au retrait, en mettant en évidence expressément l'attentisme des principales directions syndicales qui nous empêche de l'atteindre et en proposant aux enseignants de commencer à construire la grève par en bas dès que possible à la rentrée. Tout cela ne constitue certes pas une condition suffisante pour gagner, mais c'est à notre avis une condition absolument *nécessaire*.

À partir de là se pose naturellement la question des *moyens* à mettre en œuvre pour atteindre notre objectif en surmontant les obstacles. Nous pensons qu'il y a deux moyens *indissociables* c'est-à-dire que toute focalisation exclusive sur un seul d'entre eux ne peut conduire qu'à l'échec :

- D'une part, **il est indispensable d'exiger que les directions syndicales appellent à la grève nationale jusqu'au retrait**. Cela n'est pas « incantatoire », mais découle d'un constat éminemment réaliste : tant que les militants combatifs (SUD, CNT, CGT-Éduc'action, oppositionnels de gauche du SNES, etc.) ne seront pas assez forts pour animer de puissants syndicats, la construction d'une vraie grève, nationale et capable de gagner, supposera que les

principales directions syndicales s'y rallient sous la pression de leur base. En 2003, les militants combattifs et les collègues les plus avancés ont réussi à construire une grève *reconductible* puissante, mais le fait que les principales directions aient refusé d'appeler à la grève *générale* jusqu'au retrait de la loi Fillon a suffi à épuiser le mouvement et, finalement, à le briser au moment du bac. Certes, non seulement les principales directions syndicales nationales n'ont nulle envie d'appeler à la grève nationale jusqu'au retrait, mais encore elles feront tout leur possible pour l'empêcher sous divers prétextes. Cependant, même si cela ne nous plaît pas, le fait est que de très nombreux collègues continuent de faire confiance à ces directions (comme en témoignent les résultats des élections professionnelles, même après 2003) ; c'est pourquoi beaucoup intériorisent les prétextes qu'elles avancent pour ne pas s'engager dans une vraie grève : les enseignants ne seraient pas assez informés, ils ne seraient pas prêts à suivre un appel à la grève jusqu'au retrait, etc. Or, en réalité, si de nombreux collègues ne sont pas prêts à partir *tout seuls* en grève reconductible, c'est justement parce qu'ils savent par expérience que cela ne suffira pas pour gagner, en l'absence d'un appel à la grève nationale jusqu'à la victoire. C'est pourquoi il est nécessaire de leur prouver que le *principal* obstacle sur cette voie n'est pas l'état d'esprit des enseignants en soi (il peut changer très vite avec un mouvement) que l'attentisme des principales directions syndicales. Et il est par là même nécessaire de faire pression sur celles-ci, qui vivent au moins en partie de la confiance dont elles jouissent chez une bonne partie des collègues. De fait, leur légitimité serait sérieusement mise en cause si elles refusaient d'appeler à la grève nationale jusqu'au retrait alors que des centaines d'AG d'établissements et des dizaines d'AG de ville, départementales ou régionales exigeraient qu'elles y appellent. C'est pourquoi il est utile et nécessaire de faire adopter partout des motions qui portent cette exigence et de les leur adresser systématiquement. Nous proposons même que des délégations massives d'AG les leur apportent en mains propres aux sièges départementaux, académiques et nationaux, afin d'exercer la pression la plus forte possible.

- D'autre part, il ne *suffit* évidemment pas de voter ces indispensables motions pour que les directions syndicales appellent à la grève nationale jusqu'au retrait. C'est pourquoi **il est juste de se battre aussi pour la grève reconductible aux niveaux local, départemental et académiques** : il est clair que les directions syndicales adapteront leur orientation au développement de la situation réelle sur le terrain et il est donc nécessaire de tout faire pour que les grèves reconductibles se multiplient, à condition que l'objectif général soit toujours clairement fixé et que la responsabilité des directions nationales soit toujours clairement posée. Bien sûr, ces actions de grève ne peuvent être efficaces que si elles s'accompagnent d'une intense campagne de communication à l'égard des élèves et des parents, de manifestations aux sièges des inspections académiques pour la restitution des postes ou des heures supprimés, etc. Ainsi se construit un mouvement : par en bas, mais avec une compréhension d'ensemble des problèmes cruciaux qui se posent à lui.

C'est pourquoi nous proposerons à la prochaine AG des enseignants d'Île-de-France, le 6 mars, qu'elle se prononce clairement sur ces points.

II. Sur le fonctionnement des AG régionales

Mais il est aussi nécessaire d'ouvrir la discussion sur le fonctionnement même des AG d'Île-de-France — non pour clouer qui que ce soit au pilori, mais pour essayer d'avancer collectivement. Car, après trois AG auxquelles nous participons (25/01, 30/01 et 08/02), nous restons très perplexes sur la façon dont elles se déroulent. Dans les trois cas, l'AG s'est terminée dans un désordre incroyable, empêchant que soit soumise au vote la plupart des propositions faites par les collègues. Dans les trois cas, la salle s'est vidée peu à peu sans que de véritables décisions soient prises par l'AG. Dans les trois cas, une poignée d'individus a rédigé un texte censé émaner de l'AG, mais résultant en fait en bonne partie d'accords entre militants et avançant des mots d'ordre dont plusieurs n'avaient pas été votés par l'AG.

De ce point de vue, l'AG du 8 février, par ailleurs la plus nombreuse des trois (environ 250 participants, venus de 120 établissements), a été la pire : même les propositions qui avaient été clairement formulées n'ont pas été soumises au vote, ou trop tard (quand il ne restait presque plus personne). C'est le cas notamment de la motion proposée par un militant de SUD-Éducation du premier degré, pourtant soutenue par plusieurs intervenants, et qui avait le mérite d'avoir été rédigée et lue ; or la présidence d'AG a refusé de la soumettre au vote en arguant qu'il appartiendrait à un groupe de rédacteurs de rédiger l'appel de l'AG après l'AG ! De même, la proposition d'exiger des directions syndicales nationales, académiques et départementales qu'elles appellent à la grève jusqu'au retrait n'a pas été soumise au vote. La question de savoir si l'AG appelait à la grève reconductible dès le 9 février ou à la rentrée n'a été soumise au vote qu'*in extremis* et dans la plus grande confusion, la présidence d'AG ayant continué indéfiniment de donner la parole à de nouveaux intervenants au fur et à mesure que la salle se vidait. De même, la question tactique de savoir si l'AG appelait à la grève reconductible dès la rentrée ou le 13 mars a été beaucoup trop longuement débattue, alors qu'il était possible de la trancher rapidement après deux ou trois interventions plaidant pour l'une ou l'autre solution. La proposition d'appeler à une mobilisation le mardi 13 février n'a pas été soumise au vote que de manière confuse, mélangée avec celle de la grève reconductible dès le 9 février. Etc.

Encore une fois, il ne s'agit pas de faire ici le procès de la présidence d'AG, mais simplement de constater le problème pour essayer de le résoudre dès le 6 mars. En effet, **l'incapacité de l'AG à se dérouler de manière ordonnée et à déboucher sur des véritables prises de décision ne peut que faire le jeu des principales directions syndicales dont nous dénonçons tous l'attentisme et la capitulation.** Or, si nous (militants syndicaux et collègues mobilisés) voulons être crédibles auprès des travailleurs de l'Éducation, si nous voulons les entraîner dans la construction d'une mobilisation puissante, nous devons leur proposer une orientation alternative claire, dont ils puissent se saisir pour construire la mobilisation dans leurs établissements, entraîner les collègues hésitants et faire pression sur les directions syndicales à tous les niveaux.

De ce point de vue, nous devons prendre exemple sur les étudiants qui ont su l'an passé déborder les directions syndicales en menant une grève de deux mois et demi jusqu'au retrait du CPE. Certes, leur grève était massive, mais s'ils ont su s'organiser de manière efficace alors qu'ils se mobilisaient par dizaines de milliers (AG plusieurs fois par semaine dans chaque Université, coordinations nationales hebdomadaires des délégués de chaque AG), il est clair que nous pouvons nous aussi commencer à nous organiser de manière efficace alors que nous ne sommes encore que quelques centaines en région parisienne à nous battre pour la grève jusqu'au retrait...

C'est pourquoi **il est à la fois possible et nécessaire que nous nous donnions désormais des règles de fonctionnement claires et efficaces.** Nous proposons notamment de :

- Décider (par vote) un ordre de jour précis, avec une durée inextensible pour chaque point, par exemple (pour une AG de 3 heures) un quart d'heure pour le recensement des établissements présents, un quart d'heure pour la prise de parole des syndicats présents, deux heures pour la discussion, une demi-heure pour les votes et l'adoption du texte de l'AG ;
- Limiter équitablement le temps de parole de chaque intervenant sur chaque point de l'ordre du jour, en prévoyant le cas échéant deux tours de parole, avec à chaque fois une liste d'inscrits close définitivement après la première intervention sur ce point ;
- Élire une tribune de deux ou trois collègues qui n'aient pas le droit d'intervenir dans la discussion, mais qui soient chargés exclusivement de faire respecter l'ordre du jour et le temps de parole des intervenants, refusant toute prise de parole sauvage et soumettant au vote TOUTES les propositions NÉCESSAIREMENT ÉCRITES faites par les intervenants (avec naturellement un vote contradictoire quand les propositions sont incompatibles) ;
- Désigner des collègues chargés de compter les voix pour chaque vote (avec par exemple un « compteur » par tranche de 50 personnes participant à l'AG, si l'on veut que les votes se déroulent rapidement).

L'adoption de ces règles de fonctionnement permettrait à nos AG de se constituer en un véritable **pôle organisateur de la lutte, reconnu par les collègues mobilisés.** C'est la condition pour qu'elles impulsent une véritable orientation alternative à celle des principales directions syndicales qui

refusent aujourd'hui de construire la grève jusqu'au retrait. C'est la condition pour que les propositions tactiques avancées par nos AG pour parvenir à cet objectif fondamental puissent être reprises massivement par nos collègues, pour que la mobilisation se construise et se donne toutes les chances d'être victorieuse.

Fraternellement,

Ludovic, professeur au lycée Pompidou de Villeneuve-la-Garenne (92), militant SNES et
CILCA (Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de Classe Antibureaucratique)

Stéphane, professeur au lycée de Longperrier (77), militant SNES et CILCA

Sylvain, professeur au lycée Utrillo (93), militant SN-FO-LC